

Anatomie d'une catastrophe annoncée

Par **Philippe LÉGÉ**

Maître de conférences en économie
à l'Université de Picardie Jules Verne

En 2013, l'actualité est venue rappeler la pertinence d'une grande leçon des années 1930 : les politiques d'austérité conduisent à la catastrophe. Tout le monde semble désormais en convenir ; pas seulement les économistes « atterrés », mais aussi les économistes « autorisés ». Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, a reconnu en janvier dernier que le multiplicateur budgétaire était plus élevé que prévu : en période de crise, diminuer le déficit public entraîne une réduction plus que proportionnelle de la croissance économique. Les dirigeants européens ont enclenché une spirale déflationniste les empêchant d'atteindre les objectifs qu'ils avaient eux-mêmes affichés. À l'été 2012, la Commission européenne prévoyait encore une croissance molle mais positive (+ 1 %) pour 2013. Au printemps dernier, elle annonçait que ce chiffre serait de - 0,4 %. Il en sera donc en 2013 comme il en a été en 2012 : la zone euro sera la seule au monde à connaître une croissance négative.

Dynamique de crise

Comment l'austérité a-t-elle aggravé la crise qu'elle était supposée résoudre ? La chute de l'investissement privé est un trait classique des crises des économies capitalistes. Les faillites se multiplient et les entreprises profitables n'investissent pas car elles n'anticipent pas d'amélioration de la situation. Ceci est aujourd'hui aggravé par la financiarisation qui se traduit par une forte propension à distribuer les profits aux actionnaires. La part des dividendes dans la valeur ajoutée a même atteint en 2012 le niveau record de 8,6 % (contre 3,5 % au début des années 1970). À l'inverse, le taux d'investissement est extrêmement faible.

En raison des politiques d'austérité, l'investissement public ne peut pas prendre le relais. En revanche, le dernier moteur de la demande intérieure, la consommation, a longtemps résisté. À la différence des années 1930, il existe une protection sociale et une redistribution fiscale qui peuvent jouer le rôle d'amortisseur pour de nombreux ménages. Dans les pays où le chômage et l'austérité ont très violemment réduit les revenus de la population, cela n'a pas suffi. Mais, en France, la crise a d'abord été moins grave qu'ailleurs. Non pas grâce à Nicolas Sarkozy, comme il s'en vantait souvent, mais grâce aux stabilisateurs automatiques. Or, il faut bien comprendre que ce répit a récemment pris fin. Sous l'effet cumulé des dernières mesures Sarkozy et des premières mesures Hollande, le pouvoir d'achat a très fortement reculé en 2012 (- 1,5 % par unité de consommation, après une stagnation en 2011). Une telle baisse n'était pas arrivée depuis trente ans. Par conséquent, la consommation a reculé de 0,4 % en 2012 et cette chute risque de se poursuivre.

Toute l'Europe est en train de sombrer. L'Espagne est en récession depuis bientôt deux ans. Le Portugal est dans sa troisième année de recul de la production. En six ans, la Grèce a perdu environ 30 % de son PIB. L'Italie n'avait pas

connu de si longue récession depuis l'instauration des statistiques trimestrielles en 1970. La croissance allemande est presque nulle et la France est retombée en récession. Or, la crise réduit les recettes fiscales. Dès lors, les déficits publics se résorbent bien moins vite que prévu. Et ces déficits continuent d'accroître la dette publique tandis que le PIB recule. La Commission a dû corriger sa prévision d'une dette publique représentant 92,6 % du PIB en zone euro pour 2013. Au printemps, elle estimait que ce ratio serait en fait de 95,5 %.

Ainsi, ce sont les politiques d'austérité, et non des dépenses excessives, qui augmentent le ratio d'endettement public. Sa hausse sert ensuite d'alibi à l'approfondissement des réformes libérales. La Commission exige du gouvernement français une réforme des retraites contre un délai supplémentaire de deux ans pour réduire le déficit à 3 % du PIB. Pourtant, le besoin de financement des régimes de retraites s'explique par la récession prolongée par... les réformes supposées réduire les déficits.

La catastrophe sociale

Si l'échec économique était prévisible, ses conséquences sociales l'étaient tout autant. Dès 2010, le Manifeste des Économistes Atterrés mettait en garde contre les effets des politiques d'austérité : « *Le chômage et la précarité de l'emploi se développeront nécessairement dans les années à venir. Ces mesures sont irresponsables d'un point de vue politique et social, et même au strict plan économique* ». Lorsque ce texte a été rédigé, en juillet 2010, il y avait 15,7 millions de chômeurs dans la zone euro. En avril 2013, ce chiffre s'était accru de plus de 23 %. Dans certains pays, c'est la société elle-même qui se disloque. Une étude publiée dans l'*American Journal of Public Health* montre qu'en Grèce le taux de suicide, la consommation de drogue, les troubles mentaux, les infections par le VIH augmentent très fortement. Les

salaires ont baissé de plus de 30 %. Mais pas les prix. En Espagne, où le taux de chômage atteint 55 % chez les actifs de moins de 25 ans, près d'un demi-million de procédures de saisie immobilière ont été lancées depuis 2007. Un peu partout, le nombre de chômeurs de longue durée – réputés « inemployables » – s'accroît dans des proportions très inquiétantes.

On aurait pourtant tort de prendre les dirigeants pour des imbéciles découvrant soudainement l'existence du multiplicateur budgétaire keynésien. Aujourd'hui, les membres de la Troïka (FMI, BCE et Commission européenne) se critiquent et se renvoient la responsabilité de la crise économique et sociale. Si les dissensions sont réelles, elles ne peuvent masquer l'objectif commun que poursuivent ces institutions. Pour peu qu'il s'informe, le citoyen le mieux disposé ne peut que se rendre à la triste évidence : les politiques d'austérité ne visent pas à rétablir des équilibres comptables, elles participent d'une stratégie globale de flexibilisation de la force de travail et de remise en cause des acquis sociaux. L'agenda est la marchandisation de la protection sociale et la libéralisation du « marché du travail ».

La rhétorique de la compétitivité

Malgré la récente inflexion du discours dominant, le diagnostic des dirigeants les plus influents demeure le même. Ainsi pour M. Barroso, « *cette crise, et les problèmes qui vont avec ne sont pas le résultat de la politique allemande ou la faute de l'UE. C'est le résultat d'une politique excessive de dépense, de manque de compétitivité et d'action irresponsable sur les marchés financiers* ». Or, ce diagnostic repose sur trois mensonges. Premièrement, le déficit public est une conséquence et non une cause de la crise. Avant celle-ci, en 2007, il représentait seulement 0,7 % du PIB pour l'ensemble des pays de la zone euro ! L'Espagne avait alors un excédent budgétaire et une dette publique ridiculement faible. Cela n'empêche pas cette économie d'être actuellement l'une des plus sinistrées. Deuxièmement, ce ne sont pas tant les acteurs des marchés financiers qui sont « irresponsables » que ceux qui ont organisé la liberté de circulation des capitaux et laissé la finance occuper une telle place.

Troisièmement, la compétitivité est une notion relative. Les excédents des uns sont les déficits des autres. Sur un plan comptable, le commerce international est un jeu à somme nulle. Par conséquent, le manque de compétitivité des uns ne peut pas s'analyser en faisant abstraction des moyens déployés par les autres pour obtenir des excédents extérieurs. La division internationale du travail et la politique néo-mercantiliste des dirigeants allemands sont bel et bien en cause.

Ayant provoqué la dépression de la demande intérieure, les dirigeants européens se focalisent sur la demande exté-

rieure. Le discours officiel est que nous allons tous nous en sortir par les exportations. Nous allons imiter le soi-disant « modèle allemand ». C'est une absurdité totale. Si tout le monde cherche à accroître sa compétitivité en réduisant les « coûts » de production, les flux commerciaux se tarissent. Car tous les pays ne peuvent pas être compétitifs en même temps, mais tous peuvent s'appauvrir. Autrement dit, la compétitivité ne peut pas être un projet collectif. Selon les années, le commerce intra-européen représente 65 % à 72 % du commerce des pays de l'Union. Pour que les excédents commerciaux allemands s'accroissent, il fallait des déficits compensatoires dans d'autres pays européens. « *Le modèle allemand n'est pas exportable* »¹.

Il existe toutefois un dernier refuge pour l'utopie libérale : en Europe, tout le monde va exporter vers les marchés émergents. C'est avoir la mémoire courte. La stratégie de Lisbonne était censée faire de l'UE la zone la plus compétitive du monde en 2010. De l'aveu de la Commission européenne, cela a été un fiasco avant même que la crise n'éclate. Mais les propriétaires des capitaux espèrent qu'il en ira autrement grâce à la crise. À l'issue de celle-ci, les coûts auront tellement baissé que les entreprises européennes exporteront davantage vers le reste du monde. Il faut bien comprendre que s'il se concrétisait, ce rêve des capitalistes européens virerait immédiatement au cauchemar. Car les « coûts » des uns sont les revenus des autres. Prenons l'exemple de l'Espagne. Ce pays a enregistré, en mars 2013, son premier excédent commercial depuis 1971. En un an, le déficit de 3,2 milliards d'euros s'est mué en excédent de 635 millions d'euros. Mais d'où provient cette spectaculaire évolution ? Même si les exportations en dehors de l'Union européenne ont augmenté de 20 %, le total des exports n'a augmenté que de 2 %. L'explication fournie par le gouvernement espagnol est limpide : « *les exportations vers nos partenaires de l'Union européenne ont baissé de 8,1 %* ». Si les exportations totales n'ont augmenté que de 2 %, c'est que l'excédent commercial constaté résulte surtout d'une forte chute des importations (- 15 % par rapport à mars 2012), elle-même liée au repli de la demande intérieure espagnole. Or, ce recul a des implications pour toute la zone. L'Espagne est en effet le troisième client de la France. Les exportations françaises ont diminué de 0,7 % au dernier trimestre 2012 et de 0,5 % au premier trimestre 2013. Et la France est elle-même le premier client de l'Allemagne... ■

¹ Martin Wolf, *Le Monde*, 09/05/2013, http://lemonde.fr/economie/article/2013/05/09/le-modele-allemand-n-est-pas-exportable_3174711_3234.html.